


MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25 030 BESANCON

 : 03.81.66.50.79
service.marches@univ-fcomte.fr

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CCP n ° 22.018 du 11/10/2022

OBJET DE LA CONSULTATION

**ACHAT DE FOURNITURES DE PAPETERIE
POUR LES COMPOSANTES DE L'UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE.**

***Procédure de Consultation utilisée :** Appel d'Offres Ouvert en application des articles R2124-1, R2161-2, R2161-5, R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.*

***Forme du marché :** Marché à bons de commande mono attributaire.*

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Lundi 12 décembre 2022 à 12h00 (heure de Paris)

Le présent CCP comporte 17 pages numérotées de 1 à 17

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 - PERSONNE PUBLIQUE	5
ARTICLE 4 - COMMANDES	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON	6
ARTICLE 6 - VERIFICATIONS ET GARANTIE	8
ARTICLE 7 - DETERMINATION DES PRIX	8
ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT	10
ARTICLE 9 - RESILIATION, DROIT, LANGUE ET MONNAIE	13
ARTICLE 10 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	15
ARTICLE 11 - ASSURANCE	15
ARTICLE 12 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	15
ARTICLE 13 - PROCEDURE COLLECTIVE DU TITULAIRE	15
ARTICLE 14 - CESSATION DES ACTIVITES DU TITULAIRE	16
ARTICLE 15 - PENALITES DE RETARD	16
ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE	17

Article 1 : Objet du marché

1.1- DEFINITION

Le présent appel d'offres a pour objet l'achat de diverses fournitures de papeterie destinées aux divers établissements composant l'Université de Franche-Comté (liste jointe en annexe A du Règlement de la consultation).

Les spécifications techniques de qualité, les catégories et les quantités sont indiquées par lot (trois lots) et par fournitures, dans le tableau joint en **annexe 1** à l'acte d'engagement « Bordereau de prix ».

La qualité du papier sera appréciée au vu des tests sur sites qui seront effectués sur les échantillons fournis par les candidats. (Voir annexe n°4)

1.1.1 -Type de marché de fournitures

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande destiné à satisfaire des besoins courants et répétés de fournitures homogènes.

L'objet du marché couvre les familles suivantes de la nomenclature CPV :

30192700-8 Papeterie

30197630-1 Papier d'impression

30197643-5 Papier pour photocopie

1.1.2 - Quantité à fournir – lots

Les fournitures faisant l'objet de ce marché sont réparties en trois (3) lots. Les montants ci-après ont été fixés en fonction des dépenses engagées par la Personne Publique durant l'exécution du précédent marché. Ces montants sont donc indicatifs pour aider les fournisseurs, dans leur réponse mais n'engagent en rien la personne publique sur un montant minimum commandé au cours du présent marché.

Numéro des lots	Désignation	Montant estimatif
1	Papier Reprographie catégorie A	60 000 euros
2	Papier Reprographie catégorie A pour copieur et imprimante couleur – Grand format arts graphiques	10 000 euros
3	Support d'impression / Jet d'encre couleur - grand format	8 000 euros

1.2 - FORME DU MARCHÉ

Accord-cadre à bons de commande passé en application des articles R2124-1, R2161-2, R2161-5, R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

1.3 – DUREE DU MARCHÉ - RECONDUCTION

Le marché à bons de commande prendra effet au 1^{er} janvier 2023 (ou à défaut à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure) et s'achèvera au 31 décembre 2023. Il est renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction, et pour une durée d'un (1) an sans que la durée totale du marché puisse excéder quatre (4) ans.

Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'interrompre le marché à la suite de chaque période sans avoir à se justifier.

Un courrier de résiliation sera adressé à la société quatre (3) mois minimum avant la date de fin de période.

1.4 - EVOLUTION DES PRODUITS

Le titulaire a la faculté pendant la durée de validité du marché d'apporter des modifications sur ses produits en vue de leur amélioration.

Il est **obligatoirement** tenu de soumettre les modifications techniques des produits au pouvoir adjudicateur.

Sans cette demande préalable acceptée par le Pouvoir Adjudicateur sous forme d'un avenant, aucun produit ne peut être modifié.

En tout état de cause :

- les nouvelles marchandises doivent être **conformes** aux spécifications du présent CCP et être **techniquement équivalentes ou supérieures aux fournitures initiales**, objet du marché.
- les prix d'achat **ne peuvent être supérieurs** à ceux du marché initial.

Le produit sera **obligatoirement** testé par le responsable technique du marché après remise d'échantillons pour tests en imprimerie.

Si la demande du titulaire reçoit l'approbation du pouvoir adjudicateur, le titulaire en est avisé par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Si le nouveau produit ne convient pas, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de commander la référence initialement prévue au contrat auprès d'un autre fournisseur sans que le titulaire ne puisse n'y opposer ni demander de compensation financière.

Si le titulaire n'est plus en mesure d'assurer l'exécution du marché dans ces conditions initiales, le marché pourra être résilié de plein droit aux torts du titulaire et sans qu'il puisse prétendre à indemnité conformément aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS. l'article 36 du C.C.A.G / F.C.S.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS cette résiliation est effectuée sans mise en demeure.

Dans le cas où le candidat livrerait une marchandise non conforme à la commande ou sans que cette référence ait été validée par le référent technique du marché, une pénalité de **100.00 euros HT/jour ouvré** sera appliquée jusqu'au jour de livraison de la bonne référence et à la bonne adresse de livraison.

Article 2 : Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes,
- **le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)** daté et signé par le titulaire dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- **le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (arrêté du 01/04/2021). Le titulaire déclare parfaitement bien connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché,

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

Toute clause, portée dans les tarifs, catalogues, barèmes, conditions de vente ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 3 : Personne publique

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) sont désignés :

- **Personne Publique** : Madame la Présidente de l'Université de Franche-Comté (Pouvoir Adjudicateur) ou ses représentants dûment désignés.
- **Comptable assignataire des paiements** : Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Franche-Comté
- **Personne habilitée à représenter le Pouvoir Adjudicateur** dans l'exécution des dispositions du présent cahier des charges : le Directeur de chaque composante citée en annexe A du présent document.

Article 4 : Commandes

4.1 – COMMANDES

Les commandes pourront être réalisées, au titre du présent marché, au fur et à mesure des besoins des différentes composantes de l'Université de Franche-Comté. Chaque commande devra impérativement être passée en ligne via le site internet du candidat.

Celui-ci devra **obligatoirement** fournir à chaque utilisateur qui en fera la demande, des codes d'accès sous un délai de 2 jours ouvrés. Dans le cas contraire une pénalité de 100 euros/jour ouvrés de retard sera appliquée.

Le site internet des candidats devra permettre aux utilisateurs de pouvoir rédiger et enregistrer leur adresse postale de livraison ainsi que les informations liées aux horaires d'ouverture des locaux.

Article 5 : Conditions d'exécution et de livraison

5.1 - ADRESSES DE LIVRAISON

Les livraisons s'effectueront au fur et à mesure de la création des commandes internet et de leur réception chez le fournisseur.

Voir annexe A au Règlement de la consultation.

5.2 - DELAIS DE LIVRAISON

Le délai maximum de livraison, à compter de la date de réception de la commande chez le titulaire du marché, est fixé à **7 jours ouvrés maximum** pour l'ensemble des lots.

Si la commande ne peut être honorée dans le délai imposé :

Dès la réception de la commande, le titulaire prévient par courrier électronique le responsable de la commande en lui indiquant que sa commande ne pourra être livrée.

Le titulaire proposera alors un produit équivalent ou supérieur au même prix qui devra être livré dans les mêmes conditions soit 7 jours ouvrés.

Dans le cas où le responsable de la commande ne souhaiterait pas bénéficier d'un autre produit celui-ci pourra passer commande auprès d'un autre fournisseur sans que le titulaire ne puisse n'y opposer ni demander de compensations financières.

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas procédé à la livraison du produit équivalent dans les délais imposés, une pénalité de 150€ par jour ouvré de retard sera appliquée quel que soit le montant de la commande.

5.3 - MODALITES PRATIQUES DE LIVRAISON

La livraison sera effectuée par les soins et sous la responsabilité du titulaire à l'adresse et aux heures indiquées au moment de la commande internet tous les jours ouvrables.

La livraison doit être remise en main propre et au service indiqué sur la commande.

Le titulaire devra impérativement effectuer ses livraisons avec un camion équipé d'un hayon afin de faciliter le déchargement des marchandises livrées.

Les livraisons pour l'Imprimerie Centrale devront se faire grâce à un camion de moins de 19 tonnes, à quai avec hayon et transpalette obligatoires.

5.3.1. - Bon de livraison :

Le titulaire du marché sera tenu de présenter au service destinataire de la livraison un bon de livraison qui précisera, à l'exclusion des prix :

- La désignation du service émetteur du bon de commande et son adresse ;
- La référence de la commande (n° de commande) ;
- le numéro du marché et du lot concerné ;
- le nom et adresse du titulaire du fournisseur titulaire du lot ;
- la date de livraison ;
- l'adresse de livraison et le nom du destinataire de la commande ;
- les quantités livrées ;

Le bon de livraison papier sera visé, à la livraison, par une personne représentant la composante qui en plus de sa signature lisible devra apposer le cachet de l'établissement et porter en toutes lettres la date du jour de réception du matériel et ses nom et qualité. Devront figurer également les réserves éventuellement émises par rapport au papier livré.

Un exemplaire du bulletin de livraison est destiné à la personne publique, l'autre exemplaire au titulaire du marché.

Pour le bon de livraison dématérialisé, celui-ci devra être signé électroniquement par une personne représentant la composante.

Le destinataire de la livraison, si celle-ci n'est pas conforme en tous points aux descriptifs du bon de commande et du présent marché (acte d'engagement, ses annexes et le C. C. P.) refusera de réceptionner la commande.

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission et ne saurait remplacer la procédure prévue à l'article 6 ci-dessous.

5.3.2. -Défauts de livraison

Le destinataire de la livraison, si celle-ci n'est pas conforme en tous points aux descriptifs du bon de commande et du présent marché (Acte d'engagement et annexes, C.C.P.) pourra refuser de plein droit cette livraison.

Tout colis endommagé sera également refusé et ne pourra pas faire l'objet d'une facturation et devra être repris par le transporteur aux frais du titulaire au marché.

5.4- Ouverture sur catalogue

Dans le cadre de besoins d'achat spécifiques ou d'innovations de produits, le Pouvoir Adjudicateur souhaite avoir la possibilité de commander des produits non renseignés dans le BPU. Il est donc demandé aux candidats une ouverture sur leurs catalogues.

Pour ce faire il est demandé au candidat de pratiquer une **remise sous forme de pourcentage sur les prix indiqués dans son catalogue** qui sera inscrite OBLIGATOIREMENT sur l'annexe n°1 à l'acte d'engagement – Bordereau de prix.

Article 6 : Vérifications et garantie

6.1 - VERIFICATIONS

L'ensemble des opérations de vérifications sera effectué conformément aux articles 22 à 25 du C.C.A.G.

Les différentes réclamations ou réserves du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant pourront être transmises par courrier postal ou par messagerie électronique.

6.2 - GARANTIES

6.2.1 - Garantie de prestation

Conformément aux prescriptions de l'article 28 du C.C.A.G., la fourniture sera garantie contre tout vice de fabrication ou à défaut de matière, à compter du jour de la réception.

6.2.2. - Garantie de services

Le titulaire désigne un membre de son entreprise comme interlocuteur privilégié de l'Université de Franche-Comté pour le suivi des dossiers et communiquera ses coordonnées (nom(s), adresse, ligne directe, mél ...) en annexe du présent marché (annexe 2 à l'Acte d'Engagement).

6.2.3. - Rythme et volume des commandes

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage, quel que soit le montant de la commande aux heures et lieu indiqués sur le bon de commande.

Il n'y aura pas de commande inférieure à un montant HT de 75 euros sauf pour le lot 3 pour lequel il n'y aura pas de commande inférieure à un montant HT de 50 euros.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG.FCS, les risques afférents à l'expédition et au transport des fournitures, jusqu'au lieu de destination finale, incombent au titulaire.

Les titulaires doivent honorer chaque commande de l'Université dans les délais définis au présent marché.

Le rythme des commandes est fonction des besoins des composantes de l'Université de Franche-Comté. Aucune fréquence de commande ne pourra être imposée par les titulaires du marché.

Article 7 : Détermination des prix

7.1 - NATURE DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires de l'annexe 1 à l'acte d'engagement (Bordereau des prix) seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

7.2 - PRIX DE REGLEMENT POUR TOUS LES LOTS

7.2.1 - Forme des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison. **Les prix sont franco de port et d'emballage.**

7.2.2 – Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de l'accord-cadre sont **révisables**, à la hausse comme à la baisse.

La hausse proposée doit être justifiée par une évolution économique exceptionnelle ou majeure dûment attestée par le titulaire qui produira à l'appui de sa demande les éléments de justifications prouvant qu'il fait face à une modification conjoncturelle. La révision des prix sera examinée par le Pouvoir Adjudicateur. Dans l'hypothèse où les justifications avancées seraient jugées non probantes ou insuffisantes, le Pouvoir Adjudicateur pourra refuser l'augmentation.

La méthode de calcul devra être la suivante :

$Pr = P_0 (0,15 + 0,85 ((0,80 (I_n / I_0) + 0,20 (T_n / T_0)))$ dans laquelle :

- I_0 , T_0 est la valeur prise par l'indice I, T au mois zéro (M_0)
- I_n , T_n est la valeur prise par l'indice I, T au mois n (M_n)
- M_0 est le mois de remise des offres
- M_n est le mois de révision des prix

Le pouvoir Adjudicateur pourra également accepter une augmentation sur certains produits et pas sur d'autres, en fonction des justifications avancées.

Le titulaire doit également proposer une révision de prix **à la baisse** lorsque les indices conjoncturels liés au secteur économique concerné sont à la baisse (+ de 5%) sur une période de 3 mois (de date à date).

Les prix seront indexés sur la valeur des indices INSEE :

- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.12 – Papier et carton
- Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret Prix

La date de prise en compte pour l'application de l'ajustement des prix sera la date d'enregistrement de la commande par le fournisseur.

La révision est applicable **tous les semestres**.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur son nouveau tarif avec un préavis de deux (2) s avant la date prévisible de la révision en faisant apparaître les pourcentages de variation par rapport aux prix communiqués lors de la passation du présent marché.

Si le titulaire propose les produits, objet du marché, à un prix promotionnel inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles, il en informe en temps réel l'administration qui doit obligatoirement pouvoir bénéficier de ces nouvelles conditions (objet, prix et durée de la promotion).

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par l'établissement durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché.

A l'issue de la période de promotion, les prix résultant de l'application du dernier bordereau des prix validés sont à nouveau applicables de plein droit. L'alerte promotion disparaît du site web.

7.3 – Révisions des prix

1. Clause butoir

Chaque prix ne peut augmenter, au cours d'une même année, calé sur la date anniversaire du marché, que de 8% maximum par rapport à l'année précédente et de 20% maximum sur les 4 années consécutives du marché.

2. Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation supérieure à la hausse prévue au sein du paragraphe 7.3-1 « Clause butoir », le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché.

En outre, si le titulaire du présent marché ne répercute pas à la baisse les produits proposés ou s'il applique une hausse de ses tarifs supérieure à celle opérée à l'ensemble de sa clientèle, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

Article 8 : Modalités de règlement

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et aura droit à ce que l'Administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

8.1 - AVANCE

Sans objet.

8.2 – FACTURES

Etablies après la livraison, elles seront composées d'un original et deux copies. Elles seront transmises au Directeur de chaque composante identifiée sur les divers bons de commande. Elles porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier, avec son numéro de SIREN ou de SIRET
- Le numéro du marché et le numéro du lot,
- Le numéro du compte bancaire ou postal, figurant dans l'acte d'engagement,
- Le numéro du bon de commande,
- la désignation de la fourniture,
- Les quantités livrées,
- Le détail des prix unitaire des fournitures,
- Le prix total de chaque ensemble de fournitures,
- La référence des produits,
- Le montant total de la facture HT,
- Le taux ou les taux de TVA appliqués, leur montant,
- Le montant total T. T. C.,
- La date d'émission de la facture.

Les factures sont exprimées en euros et sont rédigées en français.
Le candidat s'engage sur la fourniture d'une facturation détaillée.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer dans les meilleurs délais expressément le pouvoir adjudicateur par courrier postal.

Les factures, ainsi que tous les éléments justificatifs, sont à adresser aux services émetteurs mentionnés sur le bon de commande.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés,

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information.

Les factures pourront être envoyées à l'adresse indiquée sur le bon de commande ou pourront être déposées sur le Chorus Portail Pro avec les renseignements suivant : SIRET 192.512.150.00363, le code service inscrit sur chaque bon de commande et le numéro de marché qui vous sera communiqué lors de la notification.

8.3 - REGLEMENT DES FACTURES

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire figurant sur l'acte d'engagement.

8.4 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 10, 11 et 12 du C.C.A.G. - F.C.S. et s'effectuera dans un délai global de paiement de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s).

Si les factures sont antérieures aux livraisons (article 5.3 du présent document), le délai partira de la date prévue par le présent document (article 8.2 ci-dessus).

8.5 - INTERETS MORATOIRES

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 10 à 12 du C.C.A.G. - F.C.S., et dans un délai global de paiement de trente jours à compter de :

- la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s)
- ou de la date de fin d'installation du matériel si la facture est antérieure à cette date.

Lorsqu'il est imputable à l'Administration, le dépassement du délai global de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché à compter du jour suivant l'expiration de ce délai dans les conditions prévues à l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale Européenne à des opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. (7 points pour les marchés soumis au code des marchés publics avant le décret).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40.00 euros. Article R 2192-35 du code de la commande publique

Article 9 : Résiliation, droit, langue et monnaie

9.1 – RESILIATION

Conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG / FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par l'article 2141 à L2141-5 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 41 à 45 du CCAG / FCS.

De même, après une mise en demeure restée infructueuse, **le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne prétende à indemnité**, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article R.324-4 du Code du Travail (déclarations sociales pour le recouvrement des cotisations sociales).

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire les obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoi

en recommandé avec accusé de réception) après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai si des défauts constatés n'étaient pas corrigés.

9.2 – CARENCE DU FOURNISSEUR

En cas de carence du fournisseur, il sera fait application de l'article 45 du CCAG/FCS qui prévoit **l'exécution du marché aux frais et risques des fournisseurs défaillants.**

9.3 – DROITS

En cas de litige, **le droit français est seul applicable.** Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les parties tentent de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à

l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Le cas échéant, les parties conviennent de saisir l'organe chargé des procédures de médiation, avant toute procédure judiciaire, sauf conservatoire.

A défaut d'accord, le tribunal administratif du siège de l'établissement signataire de l'accord-cadre est saisi du litige conformément à l'article R 2197-1 du code de la commande publique et le décret **n°2018-1075 du 3 décembre 2018**

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le Comité visé ci-dessus, le tribunal administratif de BESANCON est seul compétent en première instance.

Délai et procédures de voies de recours :

- **Référé précontractuel** (article L.551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la date de signature du marché ;
- **Référé contractuel** (articles L 551-13 à L 551-16 du code de justice administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.
- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché.
- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours

Tribunal administratif

30 rue Charles Nodier

25000 Besançon

Téléphone : 03.81.82.60.00

Mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr

9.4 - LANGUES

Les correspondances et tous les documents relatifs au marché sont rédigés en **français**.

9.5 - MONNAIE

L'unité monétaire de compte du présent marché est l'Euro.

Article 10 : Cession ou nantissement de créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45   R 2191-58 du code de la commande publique et de l'article 4.2.2 du CCAG / FCS. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59   R 2191-62 du code de la commande publique est le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Article 11 : Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 12 : Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social, de domicile, de compte à créditer, devra être notifié par lettre recommandée avec Accusé de Réception au représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette notification devra être appuyée, selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit une photocopie certifiée conforme de cette décision.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

Article 13 : Procédure collective du titulaire

Les stipulations ci-après sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire éventuelle du titulaire. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire du titulaire, ce dernier est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur l'ordonnance rendue par le tribunal de commerce. Il en va de même de tout acte juridique ayant un rapport direct ou indirect avec la procédure collective susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse d'un redressement judiciaire, l'Université adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger la poursuite du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cadre d'une procédure simplifiée avec maintien des organes dirigeants de l'entreprise, assistés dans leur gestion en période d'observation par un administrateur judiciaire si, en application de l'article L627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant expiration dudit délai, le tribunal de commerce à accorder à l'administrateur judiciaire une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur judiciaire ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus indiqué. Elle n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 14 : Cessation des activités du titulaire

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du titulaire à cette autre société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'Université sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L-2141 du code de la commande publique.

Article 15 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.- F.C.S.

➤ Pénalités de retard

Dans le cas où une commande ne serait pas honorée dans sa totalité ou non dans le délai de 7 jours ouvrés à compter de la commande internet, **une pénalité de 150 euros/jour ouvré** sera appliquée sans mise en demeure préalable.

Celle-ci sera calculée à compter du jour de passation de la commande internet jusqu'à la veille du jour de livraison effectif.

Dans le cas où le candidat livrerait une marchandise non conforme à la commande ou sans que cette référence ait été validée par le référent technique du marché, une pénalité de **100 euros HT/jour ouvré** sera appliquée jusqu'au jour de livraison de la bonne référence et à la bonne adresse de livraison.

Le candidat n'ayant pas fournis de codes d'accès dans un délai de 2 jours ouvrés se verra appliquer une pénalité de **100 euros/jour ouvrés**.

Article 16 : Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. (Art R2193-1 à R2193-4)

A cette fin, le candidat joint à son offre le dossier de présentation du ou des sous-traitant(s) ou acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement.

Si, au cours de l'exécution du marché, le titulaire souhaite sous-traiter une partie des prestations, il doit constituer un dossier de présentation du sous-traitant. Cette sous-traitance doit obtenir du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché conformément à l'article 41 du CCAG- FCS.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Le titulaire demeure entièrement responsable, vis-à-vis de l'Université, des prestations sous-traitées.

Signature du candidat (Responsable de la Société) précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Date